

Objet : Avis d'Appel d'Offres

Invitation à soumissionner pour un Appel d'Offres Ouvert

Nom du Projet : PROMET

N° du Projet : 19.2295.4-001.00

Pays : Maroc

N° CoSoft : 83470141

**Coopération allemande au développement
Bureau de la GIZ au Maroc**

29, Rue d'Alger
10 001, Rabat, Maroc
Adresse postale : BP 433, 10 020, Rabat R.P. Maroc
T +212 537 20 45 17/18
F +212 537 20 45 19
E giz-maroc@giz.de
I www.giz.de/maroc

Mesdames, Messieurs,

La GIZ – Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit – Coopération allemande au développement, est un prestataire de services de coopération internationale actif au niveau mondial, présent au Maroc depuis 1975. Avec ses partenaires, elle met au point des solutions efficaces qui ouvrent des perspectives aux populations et améliorent durablement leurs conditions de vie.

Votre référence :
Notre référence :

Les gouvernements Marocain et Allemand ont défini des secteurs prioritaires dans la politique de coopération qui constituent la base des différents programmes et projets : Gouvernance, énergies renouvelables, environnement et changement climatique, gestion des ressources en eau ainsi que le développement économique durable.

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société :
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dans le cadre de la coopération maroco-allemande, le Bureau GIZ à Rabat lance un appel d'offres sous le N° **83470141** ayant pour objet « **Couverture photographe et vidéos des événements** » pour le Projet PROMET.

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Si vous êtes intéressés par la mise en œuvre des tâches selon le dossier d'appel d'offres en annexe, veuillez nous envoyer votre offre sous **format PDF**, et **uniquement** à l'adresse mail suivante : **MA_Quotation@giz.de**, au plus tard le **22/09/2024**.

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 18384
Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394
N° d'identification TVA : DE 113891176
N° d'identification fiscale : 040 250 56973

Merci de noter que le trait d'union entre le MA et Quotation est celui de dessous de ligne (tiret du bas _) et non celui sur la ligne -)

Président du conseil de surveillance
Jochen Flasbarth, Secrétaire d'État

Votre offre devra nous être soumise en **deux e-mails séparés** :

Directoire
Thorsten Schäfer-Gümbel
(Président du directoire)
Ingrid-Gabriela Hoven
(Vice-présidente du directoire)
Anna Sophie Herken

Un 1^{er} e-mail contenant votre offre technique et dossier administratif en un seul fichier pdf, intitulé en **objet** :
83470141_Offre Technique et Dossier Administratif_Nom de votre société.pdf

Commerzbank AG Frankfurt am Main
BIC (SWIFT): COBADEFFXXX
IBAN: DE45 5004 0000 0588 9555 00

Le dossier administratif doit contenir les documents suivants :

J
HL

- Les statuts ;
- Le justificatif d'inscription au registre de commerce « modèle 7 ou modèle J » datant de moins de 3 mois (point 12 du schéma d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires) ;
- L'attestation du chiffre d'affaires déclaré des 3 dernières années « modèle AAC241B-16I » délivrée par la DGI (point 14 du schéma d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires) ;
- L'attestation des salariés déclarés « Réf : 212-3-45 » délivrée par la CNSS (point 15 du schéma d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires) ;
- Les attestations de référence d'un volume minimum de 53 315,00 dirhams, d'au moins 01 projet de référence dans le domaine de la Communication, rédaction d'articles promotionnels et institutionnels ainsi que la prise de photos, la réalisation de vidéos et la conception graphique et impression et d'au moins 01 projet de référence au Maroc au cours des 3 dernières années (points 19/20/21 du schéma d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires) ;
- Déclaration d'éligibilité et d'aptitude remplie cachetée et signée par le soumissionnaire.

ET

Un 2^{ème} e-mail contenant votre offre financière signée et cachetée avec l'entête de votre société, intitulé en objet :

83470141_Offre Financière_ Nom de votre société.pdf

Veillez noter que **les offres techniques et dossiers administratifs d'une taille supérieure à 30 Mo** ne peuvent pas être reçues par e-mail. Si votre offre atteint ou dépasse cette taille, nous vous remercions de l'envoyer :

- ✓ Soit via **Filetransfer** (<https://filetransfer.giz.de>) en mentionnant le code de téléchargement dans votre e-mail de soumission. Pour des raisons de sécurité, seules les offres envoyées via **Filetransfer** seront acceptées. Les offres envoyées via d'autres outils de partage de données seront rejetées.

Ou

- ✓ Sur **deux/plusieurs e-mails différents**.

Pour ce faire nous vous prions de mentionner dans l'objet de l'e-mail le N° de consultation avec offre technique 1^{ère} partie puis sur un autre e-mail offre technique 2^{ème} partie etc.

Ex : AO N° **83470141** offre technique et dossier administratif 1^{ère} partie

Ex : AO N° **83470141** offre technique et dossier administratif 2^{ème} partie

- **Toute offre ne respectant pas strictement les directives ci-dessus concernant la composition de l'offre, l'intitulé en objet des e-mails, ou envoyée à une autre adresse mail, ou envoyée sous un autre format ne sera pas acceptée.**
- **Le soumissionnaire doit proposer un seul CV pour chaque profil demandé conformément aux Tdrs et au schéma d'évaluation de la partie technique des offres.**
- **Aucune description de l'équipe d'appui (backstopping) n'est requise. Si le soumissionnaire propose une équipe d'appui dans la note méthodologique, celle-ci ne fera pas l'objet**

d'évaluation. Elle ne doit pas figurer dans l'offre financière.

Les CV de cette équipe ne doivent être fournis que si requis au niveau des Tdrs et schéma d'évaluation de la partie technique des offres.

- **Tout CV additionnel non demandé dans les TdRs constituera un motif de rejet de l'offre du soumissionnaire.**
- **Quand il s'agit d'un pool d'experts, le nombre minimum / maximum d'experts demandé doit être respecté (Optionnel si le pool est demandé dans les TdRs) »**

Des questions techniques, de procédure ou commerciales relatives à cette consultation, sont à adresser uniquement sous forme écrite seulement à l'adresse mail suivante : **MA_Quotation@giz.de** , avec la mention obligatoire « **83470141_Demande de complément d'information** » dans la rubrique **objet** de l'e-mail, ce au plus tard le 22/09/2024.

Les offres reçues seront évaluées par la GIZ en fonction de leur contenu technique (voir tableau d'évaluation technique, en annexe) et de leur prix.

Les soumissionnaires seront notés en premier sur la qualité de leurs offres techniques. Seuls les soumissionnaires qui recevront un pourcentage de **50%** ou plus / 100% pour leurs offres techniques seront considérés pour le dépouillement des offres financières.

Les offres financières ne seront consultées que lorsque l'évaluation technique est terminée. Les évaluateurs n'auront pas accès aux propositions financières avant la fin de l'évaluation technique.

Le soumissionnaire retenu sera notifié et les autres soumissionnaires recevront un e-mail de regret.

Veillez noter que :

- (a) les dépenses afférentes à la mise au point des propositions ne constituent pas un coût direct de la soumission et à ce titre, ne sont pas remboursables ;
- (b) la GIZ-Maroc n'est pas tenue d'accepter l'une des quelconques propositions qui auront été soumises ;
- (c) l'offre doit respecter les conditions générales du contrat (« AVB local », en annexe). En cas d'attribution du marché, celles-ci deviendront partie intégrante du contrat. Les conditions générales du soumissionnaire ne sont pas applicables.

Veillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

8
M

Rabat, le 09/09/2024

The stamp is circular with the text "Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit" around the top edge and "Bureau à Rabat" at the bottom. In the center, the "giz" logo is displayed.

Le Service « Achats et Contrats » du Bureau de la GIZ au Maroc

Annexe :

Dossier d'Appel d'Offres

1. Conventions particulières
2. Conditions générales
3. Termes de référence
4. Schéma d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires
5. Déclaration d'éligibilité et d'aptitude
6. Schéma d'évaluation technique

**Annexe 1 :
Conventions Particulières**

N° du contrat : 83470141
Projet : PROMET
N° du projet : 19.2295.4-001.00
Nom du contractant :

**Coopération allemande au développement
Bureau de la GIZ au Maroc**

29, Rue d'Alger
10 001, Rabat, Maroc
Adresse postale : BP 433, 10 020, Rabat R.P. Maroc
T +212 537 20 45 17/18
F +212 537 20 45 19
E giz-maroc@giz.de
I www.giz.de/maroc

Votre référence :
Notre référence :

1. Termes de référence

Les termes de référence de la mission (TdR), annexe 4, font partie intégrante de ce contrat.

2. Facturation et paiement

Le paiement est échu selon les dispositions de Art. 3.3.1 des conditions générales. La facture doit être soumise en bonne et due forme accompagnée des justificatifs suivants :

- L'attestation de réception des prestations signée par le chef de la mission
- Time sheet signée par le chef de la mission (les time sheets doivent refléter exactement l'activité du contractant)

Le projet s'engage à fournir une attestation d'exonération de TVA. Pour l'obtenir, le Bureau d'études fournira une facture pro forma sur le montant total en MAD et en Hors Taxe sur la Valeur Ajoutée (HTVA). L'ensemble des retenues seront appliquées conformément aux obligations légales marocaines.

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société :
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne

N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 18384

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne

N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394

N° d'identification TVA : DE 113891176

N° d'identification fiscale : 040 250 56973

Président du conseil de surveillance
Jochen Flasbarth, Secrétaire d'État

Directoire
Thorsten Schäfer-Gümbel
(Président du directoire)
Ingrid-Gabriela Hoven
(Vice-présidente du directoire)
Anna Sophie Herken

Commerzbank AG Frankfurt am Main
BIC (SWIFT): COBADEFFXXX
IBAN: DE45 5004 0000 0588 9555 00

Conditions générales (conditions générales locales) relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour le compte de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au Maroc

1. Règles générales applicables à la fourniture de prestations

1.1. Droit applicable et juridiction compétente

Le droit applicable au contrat est le droit du Maroc. Les conditions générales d'affaires ou de paiement du contractant ne sont pas applicables. La juridiction compétente est celle du Tribunal de première instance à Rabat. La GIZ peut également assigner le contractant auprès du tribunal compétent pour le domicile et/ou le siège du contractant ou le lieu de résidence habituel du contractant.

1.2 Forme

Sauf dispositions contraires des parties au contrat et à moins que des prescriptions légales ne prévoient une forme plus stricte, le contrat et les modifications ou avenants au contrat ainsi que toutes les communications importantes requièrent la forme écrite.

1.3 Qualité des prestations

Les prestations à fournir doivent être conformes à l'état et aux règles reconnus de la science et de la technique de même qu'au cahier des charges. Elles doivent être d'une excellente qualité.

1.4 Conditions d'ensemble et durabilité

1.4.1 Respect de la législation

Lors de l'exécution de ses prestations, le contractant doit respecter toutes les dispositions légales, réglementaires et administratives pertinentes, y compris les prescriptions fiscales.

1.4.2 Normes environnementales et sociales, droits humains

Le contractant réalise ses prestations dans le respect du droit environnemental national et international en vigueur, minimise les émissions de gaz à effet de serre et évite toute action susceptible d'accroître la vulnérabilité de la population et/ou des écosystèmes.

Le respect des droits humains, la protection de l'enfance, la prévention des actes de violence, d'exploitation et d'abus de quelque nature que ce soit, l'absence de toute discrimination, notamment fondée sur l'origine, l'appartenance ethnique, la religion, l'âge, l'identité de genre, l'orientation sexuelle ou le handicap, ainsi que la promotion de l'égalité de droits pour tous les genres doivent être garantis par le contractant lors de l'exécution de ses prestations conformément aux normes internationales et aux traités multilatéraux, notamment les accords internationaux relatifs aux droits humains.

Le contractant prend des mesures appropriées en vue de prévenir le harcèlement sexuel dans le cadre professionnel et s'abstient de toute incitation à la violence ou à la haine ainsi que de toute discrimination sans justification objective envers des personnes ou groupes de personnes.

1.4.3 Normes en matière de travail

Dans le cadre de l'exécution du marché, le contractant est tenu de respecter les principes et droits fondamentaux au travail énoncés dans la Déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) du 18/06/1998 (liberté d'association, droit de négociation collective, élimination de toutes formes de travail forcé ou obligatoire, abolition effective du travail des enfants et élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession).

Le contractant est en particulier tenu, dans le cadre de l'exécution du marché, de respecter les directives par lesquelles les conventions fondamentales de l'OIT (conventions n° 29, n° 87, n° 98, n° 100, n° 105, n° 111, n° 138 et n° 182) ont été transposées dans le droit du Maroc. Si le Maroc n'a pas ratifié ou n'a pas transposé dans le droit national une ou plusieurs de ces normes fondamentales, le contractant doit respecter les directives du Maroc qui poursuivent la même finalité que les normes fondamentales de l'OIT.

1.4.4 Prévention des résultats négatifs non intentionnels dans le cadre de l'exécution du contrat

Le contractant est tenu de fournir ses prestations en s'efforçant, par la mise en œuvre de mesures d'atténuation clairement imputables, d'éviter ou de minimiser les résultats négatifs non intentionnels sur l'environnement, la protection du climat, l'adaptation au changement climatique, les droits humains, les contextes fragiles ou marqués par les conflits et la violence, et l'égalité de genre. En parallèle, le contractant s'engage à exploiter au maximum les potentiels de promotion de l'égalité de genre.

1.4.5 Conséquences en cas de manquements

Si le contractant manque à l'une des obligations mentionnées au point 1.4 et que la GIZ résilie le contrat pour cette raison, la résiliation sera imputable au contractant.

1.5 Intégrité

1.5.1 Conflit d'intérêts

Le contractant s'interdit d'entrer dans tout conflit d'intérêts en rapport avec le contrat. Un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou d'attaches nationales, de relations familiales ou amicales ou d'autres liens ou intérêts. Le contractant s'engage en particulier :

- (a) à ne pas accepter de la part de tiers de rémunération supplémentaire en rapport avec le marché ;
- (b) sauf accord préalable de la GIZ, à ne pas accepter, pendant la durée du contrat, d'autres missions susceptibles de le mettre en situation de conflit d'intérêts en raison de la nature même de la mission ou de ses liens personnels ou professionnels avec un tiers ;
- (c) sauf autorisation écrite préalable avec signature de la GIZ, à ne pas conclure de contrats en lien avec le marché avec

des personnes physiques ou morales avec lesquelles il entretient des relations personnelles ou professionnelles.

Le contractant s'engage à informer sans délai la GIZ de tout élément constituant un conflit d'intérêts ou susceptible d'engendrer un conflit d'intérêts et à convenir avec elle de ce qu'il y a lieu de faire. Si les parties ne peuvent se mettre d'accord et que la GIZ résilie le contrat, cette résiliation sera imputable au contractant.

1.5.2 Code d'intégrité

Le contractant s'interdit, que ce soit de manière directe ou par le biais de tiers, d'offrir, de consentir, d'accepter ou de chercher à obtenir, pour lui-même ou pour des tiers, des présents ou des avantages dans le cadre de l'attribution et/ou de l'exécution du contrat. Cette disposition s'applique également aux primes de célérité.

Le contractant s'interdit de passer avec une ou plusieurs autres entreprises des ententes entravant la concurrence.

Toute forme de corruption est à proscrire. Le contractant s'engage à prendre des mesures appropriées et adaptées en vue de prévenir et de lutter contre la corruption. Il est tenu, en outre, de signaler sans délai au système de signalement de la GIZ les cas confirmés ainsi que les cas fortement suspects de corruption et/ou de délits d'atteinte aux biens, tels que la fraude, le détournement frauduleux ou l'abus de confiance, en rapport avec l'exécution du marché. Le système de signalement est accessible via le portail de signalement, le-la conseiller-ère en matière d'intégrité de la GIZ via integrity-mailbox@giz.de, ou le médiateur externe via ombudsmann@ra-js.de => www.giz.de/en • [About GIZ](#) • [Compliance](#) • [Whistleblowing](#).

1.5.3 Conséquences en cas de manquements

Si le contractant passe outre l'une des interdictions ou obligations citées au point 1.5 et que la GIZ résilie le contrat pour cette raison, la résiliation sera imputable au contractant. Dans le cas de violation d'une des obligations résultant des dispositions stipulées au point 1.5, la GIZ peut, dans la mesure où cela est approprié, exclure le contractant pour une durée déterminée d'appels d'offres futurs.

1.6 Confidentialité

Le contractant est tenu de garder confidentielles, pendant et après la durée du contrat, toutes les données et autres informations en rapport avec le marché (documents qui lui ont été transmis ou informations échangées avec lui, par exemple), dont lui et ses collaborateurs auront eu connaissance lors de l'exécution du marché. Cette disposition s'applique également lorsque ces documents ou informations n'ont pas été expressément signalés comme secrets ou confidentiels.

Le contractant n'est pas autorisé à divulguer à des tiers des documents et résultats de travail de quelque nature que ce soit, en particulier des rapports, à moins que la GIZ ne lui ait préalablement signifié son accord par écrit. Le contractant/client de la GIZ fait également partie des tiers au sens de la présente disposition. Le contractant ne doit pas non plus utiliser ces données et informations à des fins personnelles.

1.7 Autorisation de publication par la GIZ

Toute publication sur l'activité du contractant dans le cadre du projet requiert l'autorisation préalable de la GIZ sous forme

écrite avec signature. Une description succincte du marché et du cadre d'activité du contractant à des fins de relations publiques n'est cependant pas soumise à cette procédure d'autorisation préalable. La description succincte consiste à indiquer l'objet du marché et ses principaux résultats. Le contractant doit, dans tous les cas, exprimer sous une forme appropriée qu'il effectue sa mission pour le compte de la GIZ et mentionner le commettant/client de la GIZ et, le cas échéant, d'autres financeurs.

1.8 Prise en compte de la charte graphique de la GIZ

Lors de la conception de matériels relatifs au marché destinés à des tiers (p. ex. cartes de visite, papiers à en-tête, courriels, publications, présentations), il y a lieu de tenir compte des instructions de la GIZ. La conception doit, en outre, faire l'objet d'une concertation avec la GIZ et l'institution partenaire responsable.

1.9 Droits de jouissance/documents sur les résultats de la mission

1.9.1 Principe

Sauf stipulation contraire dans les documents contractuels, le contractant concède à la GIZ l'intégralité des droits transférables de protection et de propriété sur ses résultats de travail. Si les résultats de travail sont protégés par des droits d'auteur ou par d'autres droits de protection non transférables, le contractant concède à la GIZ un droit d'usage irrévocable et exclusif, illimité quant à la durée, au contenu et au lieu, sur l'ensemble des résultats de travail ; ce droit d'usage inclut une exploitation commerciale, même hors du cadre de l'action concernée. En outre, l'auteur renonce expressément à son droit à la mention de son nom.

1.9.2 Résultats de travail

Les résultats de travail mentionnés au point 1.9.1 comprennent tous les biens corporels et incorporels créés ou acquis dans le contexte de l'exécution du contrat, en particulier les études, avant-projets, matériels de documentation, articles, informations, illustrations, dessins et croquis, calculs, plans, photographies, matériels, films négatifs, fichiers image et autres représentations figuratives. Les résultats de travail comprennent également les programmes informatiques que le contractant élabore, adapte, acquiert ou met à disposition dans le cadre de l'exécution du contrat.

1.9.3 Portée des droits d'usage

Les droits d'usage concédés à la GIZ comprennent un droit d'exploitation des résultats de travail, illimité quant à la durée, au contenu et au lieu. La GIZ est en outre autorisée à transférer à des tiers les droits d'usage qui lui ont été concédés ou à concéder à des tiers des droits d'usage simples.

1.9.4 Absence de droit de tiers

Le contractant garantit que les résultats de travail sont exempts de droits de propriété intellectuelle ou d'autres droits de tiers susceptibles de restreindre l'exploitation telle qu'elle est décrite au point 1.9.3. Le contractant libère la GIZ de toute prétention que des tiers pourraient faire valoir du fait de l'octroi ou de l'exercice des droits d'usage visés au point 3.1, et l'indemnise de tous les frais engagés pour la défense de ces droits.

1.9.5 Indemnisation

La rémunération contractuelle convenue couvre également la concession des droits d'usage.

1.10 Protection des données

Dans le cadre du marché, la GIZ traite les données à caractère personnel uniquement dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne et d'autres dispositions applicables en matière de protection des données. Ces données sont enregistrées et traitées par la GIZ dans la mesure où cela est nécessaire pour l'exécution du contrat. Le contractant a le droit de consulter, effacer ou rectifier ces données et peut s'adresser à la GIZ (datenschutzbeauftragter@giz.de) ou aux autorités publiques compétentes pour faire respecter ses droits.

Le contractant respecte les dispositions applicables en matière de protection des données et exige leur respect de la part de ses collaborateurs.

Le contractant garantit que les données transmises à la GIZ sont traitées de manière conforme aux directives en vigueur en matière de protection des données et qu'elles sont libres de droits de tiers susceptibles de s'opposer à l'utilisation de ces données dans le cadre du contrat. Le contractant libère la GIZ de toute réclamation pour violation des règles relatives à la protection des données et lui rembourse tous les frais occasionnés dans ce contexte par des mesures de défense juridique ou du fait de sanctions imposées par des organismes publics.

Dans la mesure où le droit applicable en matière de protection des données contient des principes spécifiques s'appliquant obligatoirement à la fourniture des prestations (p. ex. le respect de la mise en œuvre d'exigences techniques destinées à assurer la protection des données dès la conception technique et par défaut), le contractant accordera une importance particulière à la mise en œuvre pratique de ces principes.

Dans la mesure où le contractant traite pour la GIZ des données à caractère personnel au sens de l'art. 28 du RGPD, ce traitement s'effectue sur la base d'un accord *ad hoc*.

1.11 Lutte contre le financement du terrorisme et respect des embargos

Le contractant ne met à la disposition de tiers figurant sur une liste de sanctions des Nations unies et/ou de l'Union européenne aucun moyen financier ni d'autres ressources économiques, ni de manière directe ni de manière indirecte.

Le contractant n'est autorisé, dans le cadre de l'exécution du contrat, à nouer et/ou à entretenir des relations contractuelles ou des relations d'affaires qu'avec des tiers fiables qui ne sont pas frappés d'une interdiction légale de nouer de telles relations.

Il respecte en outre, dans le cadre de l'exécution du contrat, les embargos et autres restrictions commerciales imposées par les Nations unies, l'Union européenne ou la République fédérale d'Allemagne.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de toute inscription du contractant, d'un membre de ses organes de direction, de ses organes d'administration, de ses associés et/ou de son personnel sur une liste de sanctions des Nations unies ou de l'Union européenne. La même disposition s'applique lorsque le contractant prend connaissance d'un événement conduisant à l'inscription sur une telle liste.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de la violation de l'une des dispositions du présent point 1.11. Les droits de la GIZ stipulés aux points 5 et 6 restent inchangés.

1.12 Respect des accords concernant le projet

Le contractant s'engage à respecter les accords de droit international conclus entre la République fédérale d'Allemagne et le pays d'intervention ainsi que, le cas échéant, la convention d'exécution signée pour le projet entre la structure de mise en œuvre du projet et la GIZ.

2. Fourniture de prestations par le contractant

2.1 Déploiement d'expert-e-s

Le contractant garantit que lui-même et, le cas échéant, les expert-e-s qu'il met en place possèdent les qualifications personnelles et professionnelles requises pour mener à bien les tâches qui leur incombent.

Le contractant s'assure que les expert-e-s auquel-le-s il fait appel respectent les dispositions pertinentes du contrat.

2.2 Mesures de protection, état de santé requis et assurances nécessaires

Il incombe au contractant de s'assurer que lui-même et les expert-e-s auquel-le-s il fait appel ont l'état de santé requis pour le pays d'intervention. Il doit notamment veiller à ce que les vaccinations nécessaires soient effectuées. Il doit contracter les assurances nécessaires avec une couverture suffisante (en particulier les assurances maladie, accident et rapatriement). À la demande de la GIZ, le contractant doit apporter la preuve qu'il a respecté ses obligations en la matière.

Toute responsabilité de la GIZ au titre des dommages matériels, de la maladie, des dommages corporels ou du décès du contractant ou de ses collaborateurs affecté-e-s au projet, ou des conséquences afférentes est exclue.

2.3 Coopération avec d'autres institutions

Le contractant et les expert-e-s qu'il déploie s'engagent à coopérer avec la représentation diplomatique allemande à l'étranger, avec les experts-e-s travaillant dans le pays d'intervention et avec les représentant-e-s de la République fédérale d'Allemagne en mission dans le pays d'intervention, de même qu'avec les représentant-e-s et expert-e-s d'organisations multilatérales ou autres, dans la mesure où cela présente un intérêt pour l'exécution des prestations.

2.4 Force majeure

Un cas dit de « force majeure » est un événement inéluctable (catastrophe naturelle, apparition de maladies ou d'épidémies, troubles civils graves, guerre ou actes de terrorisme, par exemple), qui est imprévisible malgré le discernement et l'expérience, qui ne peut être empêché ou neutralisé en déployant des moyens économiquement acceptables et la plus grande diligence et qui empêche une des parties d'exécuter les prestations contractuelles. Dans la mesure où un événement provient de la sphère de l'une des parties, il ne constitue pas un cas de force majeure.

En cas de force majeure, les obligations contractuelles, dans la mesure où elles sont affectées par l'événement concerné, sont suspendues aussi longtemps que persiste l'impossibilité d'exécution due à cette situation, à condition que l'une des parties en informe l'autre sans retard fautif après la survenance de la force majeure. Dans ce cas, le contractant est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire autant que possible les frais causés par la force majeure et de les documenter.

Si la fourniture des prestations est définitivement impossible pour cause de force majeure ou si l'événement de force majeure dure plus de trois mois, les deux parties contractantes ont le droit de résilier le contrat sans autre préavis. Le droit de la GIZ à résilier le contrat en vertu du point 10 n'en est pas affecté.

En cas d'interruption ou de résiliation pour cause de force majeure, les prestations fournies ainsi que tous les frais prouvés, nécessaires et inévitables du contractant sont à facturer aux prix du contrat. La GIZ peut refuser de rembourser les frais conformément à la présente disposition si le contractant prouve ou documente ses dépenses et les mesures qu'il a prises pour les réduire de manière insuffisante ou s'il tarde à le faire sans motif valable. Le remboursement des frais engagés après deux mois à compter du début de l'interruption est exclu.

Si, avec l'accord de la GIZ, l'activité est poursuivie dans un lieu autre que le lieu d'intervention pour cause de force majeure, le taux d'honoraires convenu par contrat continue d'être payé. Les autres postes de rémunération continuent d'être payés à hauteur du montant convenu au contrat pendant trois mois maximum dans la mesure où les coûts ne sont pas évités ou ne sont pas évitables ou que les ressources ne sont pas utilisées à d'autres fins.

2.5 Obligations de rapports et d'information

2.5.1 Obligation de rapports

Le contractant soumet dans les délais à la GIZ les rapports dont la nature et la périodicité de remise sont précisés dans les documents contractuels, et ce dans la langue, la forme et au format prescrits. Sauf stipulation contraire du contrat, le contractant rédige les rapports en anglais et les envoie à la GIZ par voie électronique (dans un format compatible avec MS Word et au format PDF).

Les frais afférents à la rédaction des rapports doivent être intégrés aux tarifs d'honoraires des experts ; ils ne sont pas remboursés séparément.

2.5.2 Obligation pour le contractant d'informer la GIZ de l'avancement du marché

La GIZ peut à tout moment vérifier l'état d'avancement et les résultats de l'exécution du marché, ce qui inclut la comptabilité afférente au projet et les comptes spéciaux ouverts pour le projet. Le contractant est tenu de mettre à sa disposition les documents nécessaires et de lui communiquer les renseignements requis. À la demande de la GIZ, le contractant doit renseigner d'autres entités ou des personnes ou organisations mandatées par la GIZ et permettre les contrôles demandés. Dans le cas d'un tel contrôle, le contractant s'engage à coopérer de façon adéquate.

¹ [https://finance.ec.europa.eu/eu-and-world/sanctions-restrictive-measures/sanctions-](https://finance.ec.europa.eu/eu-and-world/sanctions-restrictive-measures/sanctions-adopted-following-russias-military-aggression-against-ukraine_en#sanctions)

2.7 Conservation de documents se rapportant au marché

Les documents et résultats de travail, y compris les documents financiers, se rapportant au marché doivent être conservés par le contractant pendant dix ans après réception du rapport final et/ou de l'ouvrage, et être remis à la GIZ pour consultation si celle-ci le demande.

2.8 Achats de matériels et équipements

Pour les achats de matériels et équipements stipulés au contrat, le contractant doit joindre, en plus des justificatifs requis en vertu du point 3.2.1, une attestation de remise des matériels et équipements au bénéficiaire désigné dans le contrat.

Le contractant ne peut passer de marchés de fournitures qu'à des fournisseurs spécialisés, fiables et compétents, en observant les règles de la concurrence et en tenant compte des impératifs de rentabilité économique. Il doit également s'assurer du respect des critères de transparence, d'égalité de traitement et de qualification des soumissionnaires. En règle générale, trois offres comparables doivent être sollicitées. Le contractant doit respecter les « Règles de la GIZ relatives à la remise au partenaire des biens d'équipement et à leur inventaire » : www.giz.de/en -> Doing business with GIZ -> Procurement and financing - GIZ as a public contracting authority -> Contracts for services and construction as well as development partnerships: Contract management, invoicing and accounting procedures et ici sous Annexes : Procurement of materials and equipment.

2.8.1. Lutte contre le financement du terrorisme et respect des embargos

Le contractant ne met à la disposition de tiers figurant sur une liste de sanctions des Nations unies et/ou de l'Union européenne aucun moyen financier ni d'autres ressources économiques, ni de manière directe ni de manière indirecte. Dans le cadre de l'exécution du contrat, le contractant n'est autorisé à nouer et/ou à entretenir des relations contractuelles ou des relations d'affaires qu'avec des tiers fiables qui ne sont pas frappés d'une interdiction légale de nouer de telles relations. La GIZ souligne expressément que ses contractants, et leurs propres fournisseurs, sont tous tenus, dans le cadre de l'exécution du contrat, d'observer et de respecter l'ensemble des embargos et autres restrictions commerciales imposés par les Nations unies, l'UE et la République fédérale d'Allemagne. Cela vaut notamment pour les sanctions actuelles de l'UE contre la Russie, la Biélorussie, la Crimée et les régions concernées de l'est de l'Ukraine¹. En conséquence, le contractant a l'obligation contractuelle de ne livrer que des marchandises qui ne tombent pas sous le coup de ces sanctions. En outre, le contractant est tenu d'apporter tout le soutien nécessaire pour permettre à la GIZ de s'assurer du respect du régime de sanctions. Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de toute inscription du contractant, d'un membre de ses organes de direction, de ses organes d'administration, de ses associés et/ou de son personnel sur une liste de sanctions des Nations

[adopted-following russias-military-aggression-against-ukraine_en#sanctions](https://finance.ec.europa.eu/eu-and-world/sanctions-restrictive-measures/sanctions-adopted-following-russias-military-aggression-against-ukraine_en#sanctions)

unies ou de l'Union européenne. La même disposition s'applique lorsque le contractant prend connaissance d'un événement conduisant à l'inscription sur une telle liste.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de la violation de l'une des dispositions du présent point.

2.8.2. Garantie du respect de embargos et autres restrictions commerciales en vigueur

Avant la conclusion éventuelle d'un contrat, la GIZ se réserve le droit de vérifier l'origine ou la provenance des marchandises qui lui sont proposées. Cette vérification vise à garantir le respect des embargos et d'autres restrictions commerciales en vigueur conformément au devoir de diligence de la GIZ. Cela concerne notamment les sanctions de l'UE actuellement en vigueur à l'encontre de la Russie, de la Biélorussie, de la Crimée et des territoires concernés de l'est de l'Ukraine² (et en premier lieu les règlements (UE) n° 833/2014 et 765/2006). En soumettant son offre, le soumissionnaire s'engage vis-à-vis de la GIZ, dans le cas où le marché est susceptible de lui être attribué – à apporter tout le soutien nécessaire pour permettre à la GIZ de s'assurer du respect du régime de sanctions. Cela comprend notamment l'obligation de remplir, à la demande de la GIZ, une « déclaration sur l'honneur relative à la détermination de l'origine ou de la provenance des marchandises proposées » et/ou de mettre à disposition les garanties d'origine exigées par la GIZ. Si le soumissionnaire ne remplit pas cette obligation ou ne la satisfait pas dans un délai raisonnable, son offre est rejetée. L'attribution du marché ne peut avoir lieu qu'à l'issue de la vérification de l'origine ou de la provenance des marchandises proposées. Si cette vérification révèle des indices ou des faits empêchant l'attribution du marché au soumissionnaire, la GIZ en informe immédiatement ce dernier. En outre, dans ce cas, la GIZ se réserve le droit d'attribuer le marché au soumissionnaire suivant dans le classement du concours sous-jacent

3. Rémunération et décomptes

3.1 Principes et éléments de la rémunération

Le prix indiqué dans le contrat représente le montant maximal exigible ; les coûts dépassant ce montant ne sont pas remboursés.

En plus du prix convenu au contrat, le contractant peut, le cas échéant, facturer la TVA au taux légal applicable.

La rémunération porte sur les postes de rémunération convenus dans le contrat. Les montants convenus correspondant à ces postes sont des montants maximaux.

Les rabais, escomptes, ristournes, allègements ou remboursements fiscaux de même que toutes les autres réductions de prix que le contractant parvient à obtenir, dans le cadre de l'exécution des prestations, sur des coûts remboursés par la GIZ doivent être mis à profit et répercutés sur la GIZ ou être défalqués du décompte.

3.1.1. Taux des honoraires

Les honoraires sont calculés sur la base de jours d'expert-e. Les jours d'expert-e sont des journées complètes durant lesquelles le contractant ou un-e ou plusieurs des expert-e-s auquel-le-s il fait appel réalisent des prestations pour la GIZ. Les journées uniquement consacrées aux voyages et déplacements ne constituent pas des jours d'expert-e.

Si le contrat le prévoit, il est également possible, dans certains cas, de calculer les honoraires sur la base d'heures d'expert-e. Les décomptes ne peuvent pas être effectués sur la base d'autres unités.

Le taux des honoraires du contractant ou des expert-e-s auquel-le-s il fait appel couvre l'ensemble des charges de personnel, charges accessoires comprises, les frais de communication, les coûts afférents à la rédaction des rapports ainsi que tous les frais généraux, le bénéfice, les intérêts, les risques, etc.

3.1.2 Frais de voyage et de mission

3.1.2.1 Frais de voyage par avion et autres frais de transport

Les frais de voyage en avion ou par d'autres moyens de transport sont remboursés à hauteur des montants convenus dans le contrat, généralement sous forme forfaitaire, et exceptionnellement contre production de justificatifs.

3.1.2.2 Indemnité journalière de subsistance

L'indemnité journalière couvre les frais de subsistance supplémentaires exposés par le contractant et/ou ses expert-e-s lors d'une mission de plus d'une journée qui se déroule en dehors de leur lieu de résidence permanent et/ou de leur siège.

3.1.2.3 Indemnité d'hébergement

L'indemnité d'hébergement couvre les frais exposés par le contractant et/ou ses expert-e-s pour leur hébergement lors d'une mission se déroulant en dehors de leur lieu de résidence permanent et/ou de leur siège social, pour autant qu'un tel hébergement soit nécessaire.

Ces indemnités sont versées dans la mesure où l'hébergement est rendu nécessaire du fait du contrat. Les nuitées correspondantes doivent être notées séparément sur le justificatif du temps travaillé.

3.1.2.4 Autres frais de voyage

Les autres frais de voyage induits par le contrat sont remboursés à hauteur du nombre et des quantités convenus dans le contrat, généralement sur une base forfaitaire, dans des cas exceptionnels contre production de justificatifs.

3.1.3 Autres frais

3.1.3.1 Sous-traitance

Dans les cas de sous-traitance, les frais effectivement exposés sont remboursés sur présentation de justificatifs à hauteur des montants convenus dans le contrat.

3.1.3.2 Poste de rémunération flexible

Si un poste de rémunération flexible est prévu dans le contrat, le contractant peut, jusqu'à concurrence de ce poste de rémunération flexible, dépasser les quantités convenues au contrat en tenant compte des prix unitaires et des bases de facturation stipulés dans le contrat. Le poste de rémunération flexible ne comprend que les coûts encourus au titre des

postes de rémunération énumérés, pour autant qu'ils soient convenus au contrat.

Pour solliciter la rémunération flexible, il est nécessaire, avant que les frais concernés ne soient engagés, de recueillir l'accord sous forme écrite avec signature de la GIZ.

3.2 Conditions de paiement / facturation dans le cas de contrats de service

3.2.1 Établissement des factures

En règle générale, les paiements ne sont effectués que sur présentation des justificatifs correspondants. Le contractant doit fournir l'original de tous les justificatifs demandés.

3.2.2 Justificatifs du temps travaillé

Le décompte des honoraires, des frais occasionnés par le contrat dans le pays d'intervention ainsi que des éventuelles indemnités journalières et d'hébergement en lien avec le contrat est effectué sur la base d'un justificatif du temps travaillé sur lequel le contractant reporte les jours d'expert-e effectués.

3.2.3. Décompte final et paiement pour solde de tout compte

Le contractant est tenu de soumettre sa facture finale immédiatement, en tout état de cause six semaines au plus tard après expiration de la durée d'intervention convenue dans le contrat. La facture finale peut, après achèvement des prestations, être présentée avant la fin convenue du contrat. Elle doit inclure toutes les sommes exigibles par le contractant, être vérifiable et contenir toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis). Le paiement pour solde de tout compte intervient après remise d'une facture finale en bonne et due forme et après l'exécution par le contractant de l'ensemble des obligations lui incombant en vertu du contrat.

Les montants qui ont été payés en trop par la GIZ lui sont remboursés par le contractant dès facturation.

Si une avance a été versée et si, malgré une relance de la GIZ, le contractant ne présente pas sa facture finale dans un délai de 15 jours, il devra procéder au remboursement de l'avance.

3.3 Conditions de paiement / facturation dans le cas de contrats relatifs à la fourniture d'ouvrages

Dans le cas de contrats relatifs à la fourniture d'ouvrages, les dispositions prévues au point 3.2 s'appliquent dans les conditions suivantes :

3.3.1 Droit à rémunération

La facture finale doit être présentée immédiatement, en tout état de cause six semaines au plus tard après réception de l'ouvrage. Elle doit inclure toutes les sommes exigibles par le contractant, être vérifiable et contenir toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis).

Le paiement de la rémunération est échu après réception des prestations et après réception de la facture finale comportant toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis). La GIZ effectue le règlement au plus tard 30 jours après la date d'échéance des créances dûment justifiées.

3.3.2 Retenue de garantie

Si le versement d'acomptes a été convenu dans le contrat, une retenue de 10 % sera prélevée sur les montants facturés (TVA comprise) conformément aux termes du contrat. La retenue de garantie ne sera pas versée dans un premier temps. Elle peut être remplacée par la constitution d'une sûreté. La retenue de garantie est libérée après réception de l'ensemble de la prestation.

3.3.3 Réception

La réception est effectuée sous forme écrite avec signature.

Les droits à garantie de la GIZ au titre de défauts apparents au moment de la réception restent intacts, même si la GIZ ne s'est pas réservé, lors de la réception, le droit de les invoquer.

4. Avenants au contrat

Les parties au contrat peuvent convenir d'adaptations au contrat portant sur le contenu des prestations, leur durée d'exécution et la rémunération convenue.

Tous les changements qui exigent de modifier le cadre estimatif détaillé, le remplacement d'expert-e-s et toutes autres modifications essentielles du contrat sont convenus entre les parties par le biais d'un avenant au contrat sous forme écrite avec signature. Les changements exigeant de modifier le cadre estimatif détaillé concernent, par exemple, les modifications apportées à la durée d'exécution des prestations, l'élargissement du contenu des prestations, les ajustements des besoins en personnel et/ou les modifications de la rémunération.

5. Réparation, interruption et résiliation

5.1 Réparation

La GIZ peut exiger qu'il soit remédié à tout défaut constaté dans les prestations du contractant ; cette demande de réparation n'est pas une condition préalable à l'exercice d'autres droits.

5.2 Interruption

La GIZ peut ordonner à tout moment une interruption totale ou partielle de l'activité, pour des raisons politiques, par exemple. Dans ce cas, le contractant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire ses coûts autant que possible.

Si l'interruption dure plus de trois mois, le contractant peut résilier le contrat.

En cas d'interruption ou de résiliation, les prestations effectivement exécutées jusqu'à ce moment-là ainsi que tous les frais nécessaires et prouvés engagés par le contractant jusqu'à la fin de l'interruption sont à facturer aux prix du contrat. Tout autre droit est nul et non avenue.

5.3 Résiliation

La GIZ peut à tout moment, sans autre préavis et sans demande préalable de réparation des défauts, résilier le contrat dans sa totalité, pour certaines parties de prestations ou relativement à certains expert-e-s.

5.3.1 Résiliation pour un motif non imputable au contractant

Si la GIZ résilie le contrat pour un motif non imputable au contractant, ce dernier est en droit d'exiger la rémunération

convenue, déduction faite cependant des dépenses qu'il a ou aurait pu économiser ainsi que des sommes qu'il perçoit grâce à une autre affectation des ressources concernées ou qu'il omet délibérément de percevoir. Les honoraires, de même que les salaires et les coûts salariaux indirects, sont réputés pouvoir être économisés s'ils sont dus pour des périodes qui se situent au-delà de 60 jours à compter de la réception de l'avis de résiliation.

La charge de la preuve dans le cas d'exceptions incombe au contractant.

5.3.2 Résiliation pour un motif imputable au contractant

Si la GIZ résilie le contrat pour un motif imputable au contractant, seules les prestations déjà fournies, dans la mesure où elles sont utilisables par la GIZ, sont rémunérées aux prix contractuels ou, sur la base des prix contractuels, au prorata des parties de prestations fournies par rapport à l'ensemble des prestations prévues au contrat. Les prestations non utilisables sont restituées au contractant à ses frais. Dans la mesure où la fourniture de services figure parmi les prestations contractuelles, les services prestés conformément au contrat jusqu'au moment de la résiliation sont considérés comme prestations utilisables. En aucun cas le contractant ne peut faire valoir de prétention excédant la somme contractuelle.

6. Responsabilité, pénalités contractuelles et retard

6.1 Responsabilité

Le contractant est responsable conformément aux dispositions légales. En outre, la GIZ est en droit de faire valoir des dommages occasionnés au bénéficiaire de la prestation du fait du non-respect de ses obligations contractuelles par le contractant.

6.2 Pénalités contractuelles

En cas de violation d'une des obligations résultant des dispositions stipulées aux points 1.4.2 (Normes environnementales et sociales, droits humains), 1.4.3 (Normes en matière de travail) et 1.5 (Intégrité), le contractant est tenu de payer pour chaque manquement une pénalité d'un montant de 25 000 euros. Si l'avantage en nature procuré est supérieur à ce montant de 25 000 euros, la pénalité dont le contractant est redevable s'élève au montant de l'avantage retiré. Cela n'affecte pas le droit de la GIZ de solliciter d'autres dommages-intérêts. La pénalité contractuelle sera cependant déduite de ces dommages-intérêts.

6.3 Retards dans la fourniture d'ouvrages

Si, pour un ouvrage dont la fourniture a été convenue, le contractant ne respecte pas les échéances et délais convenus et ne fournit pas non plus l'ouvrage dans le délai de grâce que lui a fixé la GIZ, celle-ci est en droit, à compter de la date d'expiration du délai de grâce et pour chaque semaine entamée de dépassement de ce délai, d'exiger une pénalité de retard équivalant à 0,5 % du montant de la rémunération, jusqu'à concurrence toutefois d'un maximum de 8 % au total du montant de la rémunération.

7. Dispositions finales

7.1 Interdiction de cession de droits par le contractant

Le contractant ne peut céder de droits résultant du contrat qu'avec l'accord préalable de la GIZ, donné sous forme écrite avec signature.

7.2 Nullité partielle

Si une des dispositions du contrat est frappée de nullité ou s'avère irréalisable, cela n'affectera pas la validité des autres dispositions, qui restent inchangées. La clause invalide ou irréalisable sera remplacée par la disposition valide et réalisable dont les effets se rapprochent le plus du but économique poursuivi par les parties au contrat avec la clause frappée de nullité ou devenue irréalisable. Cette disposition s'applique *mutatis mutandis* si le contrat présente des lacunes.

Termes de référence (TdR) pour les achats de prestations de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE



Couverture photographique et vidéos des événements du projet PROMET	Project number/ cost centre: 2019.2295.4-001.00
--	--

0.	Liste des sigles et abréviations.....	2
1.	Context	3
2.	Mission du/de la contractant-e	3
3.	Concept	5
	Concept technique-méthodologique	5
	Stratégie (point 1.1 du schéma d'évaluation) :	5
	Apprentissage et innovation (point 1.5 du schéma d'évaluation) :	5
	Autres exigences (1.7)	5
4.	Concept de ressources humaines	6
	Expert-e 1 en production vidéo :	6
	Expert-e n°2: en Photographie:	6
5.	Consignes de calcul	7
	Affectation du personnel et frais de voyage et de déplacement.....	7
	Aspects de durabilité pour les voyages	8
	Désignations : Expert-e 1 en production vidéo	8
	Désignations : Expert-e n°2: en Photographie.....	8
6.	Consignes relatives au format de l'offre	9
7.	Clause de protection des données	9

0. Liste des sigles et abréviations

BAM	Bank Al-Maghrib
BMZ	Ministère Fédéral pour la Coopération Économique et le Développement
CNIF	Conseil National de l'Inclusion Financière
Conditions générales	Conditions générales relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Contractant	Prestataire chargé de réaliser la mission des présents termes de référence
CPC	Comité de Pilotage et de Coordination de la SNIF
CS	Comité Stratégique de la SNIF
DTFE	Direction du Trésor et des Finances Extérieures
ECD	Expert.e en mission de courte durée
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
JE	Jour(s) d'expert.e
Mandataires de la mission	GIZ, DTFE, BAM
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
PROMET	Promotion de l'Entrepreneuriat (Projet de la GIZ au Maroc)
RGPD	Règlement Général de la Protection des Données
SNIF	Stratégie Nationale d'Inclusion Financière
TDR	Termes de références
TPE	Très Petite Entreprise
Produit financier	Un instrument financier qui permet d'investir, d'épargner, d'emprunter, de payer une transaction ou de mitiger un risque éventuel.
Service financier	Fait référence à l'action d'aider, de conseiller ou de permettre à un individu ou à une entreprise de gérer leurs finances (ouverture de comptes, relevés de comptes, relevé d'identité bancaire, etc.). Ces services peuvent être gratuits ou payants.

Handwritten initials

1. Context

La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, en partenariat avec le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), partenaire politique, et avec d'autres partenaires publics et privés, est chargée de mettre en œuvre sur la période de juillet 2020 à juin 2024, le projet « Promotion de l'Entrepreneuriat » (PROMET).

Le projet PROMET intervient dans le cadre du partenariat pour les réformes convenues entre le Royaume du Maroc et la République Fédérale d'Allemagne. Ce programme vise à promouvoir le développement économique durable et à accompagner les stratégies de relance au niveau national.

Le projet PROMET de la Coopération Marocco-allemande entreprend ses activités à travers trois domaines d'intervention déclinés sur cinq thèmes :

Axes	Thèmes	Partenaire d'exécution clé
Axe 1	Environnement des Affaires	CNEA
Axe 2	Développement des Services Non Financiers	ANAPEC
	Inclusion Financière	DTFE - TAMWILCOM
	Appui aux Start-ups	DTFE - TAMWILCOM
Axe 3	Structures Régionales de Soutien	CRI Casablanca – Settat CRI Marrakech - Safi

Dans ce cadre, le Projet PROMET de la GIZ envisage recruter : une agence de communication ayant pour mission « **couverture photographique et vidéos des événements du projet PROMET** ».

2. Mission du de la contractant-e

La mission consiste en la prise de photos et vidéos liées aux thèmes du projet PROMET, représentant ainsi les divers champs d'intervention du projet pour alimenter la médiathèque du projet « PROMET », avec la liberté artistique de capturer des images symboliques, que ce soit lors d'événements ou dans d'autres contextes.

Ceci pourrait être réalisé à travers une couverture photographique et vidéo des activités programmées du projet, ainsi que par des visites spécifiques pouvant capturer des moments en dehors de ces activités, selon la liberté artistique du prestataire, comme lors de visites sur le terrain. Les images pourraient illustrer les six thèmes clés des trois axes d'intervention du projet : 1) Amélioration du climat des affaires et des services d'accompagnement, 2) Appuis non-financiers, 3) Appuis financiers, 4) Soutien aux start-ups, 5) Structures régionales de soutien, et 6) Relance économique post-séisme.

Il est suggéré de mettre l'accent sur la représentation du travail en action à travers des images qui, selon la vision artistique du prestataire, symboliseraient des gestes significatifs dans le cadre du projet et en collaboration avec ses partenaires et bénéficiaires.

Les « photos symboliques » qui, interprétées selon la liberté créative du prestataire, pourraient ne pas être directement liées à des événements spécifiques ou à des personnes, mais plutôt utiliser des objets, des paysages ou des scènes pour représenter de manière abstraite ou métaphorique les thèmes et les messages du projet. Par exemple, au lieu de photographier une réunion ou un atelier, une photo symbolique pourrait capturer :

- Un marché animé pour évoquer l'entrepreneuriat et l'activité économique.
- Un objet technologique moderne, comme un smartphone ou un outil numérique, pour symboliser la digitalisation.
- Un espace de travail collaboratif pour illustrer l'innovation et la créativité dans les affaires.

Un album photo comprenant des images sélectionnées et éditées, qui, selon le choix du prestataire, représenteraient les moments forts des différents événements du projet.

Des vidéos éditées avec sous-titres qui, à la discrétion du prestataire, résumeraient les principaux moments forts des différents événements du projet.

Durée, lieu et déroulement et organisation de la mission

- **La durée** de la mission est de **67 J/H** étalée sur une période allant du **23 septembre 2024 au 30 Juin 2025**.
- **Le lieu** de réalisation de la mission sera dans les zones d'intervention du projet, principalement à Rabat (et Casablanca et Marrakech). D'autres villes peuvent faire aussi objet de déplacement du prestataire.
- Durant la mission, le Conseiller Technique de la GIZ en charge de la mission fait le suivi de la mission auprès du prestataire.

Pendant la durée du contrat, des jalons devront être atteints comme indiqué dans le tableau ci-après :

Activité	Livrables	J/H
1. Prise des photos et vidéo pour 30 événements - Prise des photos pour 30 occasions (événements, visites terrain...) - Prise de vidéo (Ouverture et clôture /moments phares / témoignage ...)	30 événements sont couverts	30
2. Traitement et livraison des photos - Sélection de Max. 20 photos par événement - Traitement et livraison des photos	Min. 600 photos de qualités sont livrées	
3. Traitement et livraisons de 10 occasions pour des séances de photos symboliques Prise et traitement de photos symboliques (Objet ou lieu) représentant les thèmes du projet et ainsi que le projet en sa globalité.	2 photos symboliques par thème 2 photos symboliques pour le projet PROMET	7

Activité	Livrables	J/H
4. Traitement et livraisons de 15 vidéos phares du projet PROMET PS : Il serait préférable que toutes les vidéos soient sous-titrées en français, d'une durée suggérée entre 2 et 4 minutes, et adaptées à une distribution via LinkedIn/YouTube. Il est recommandé d'inclure un minimum d'ajouts graphiques, tels que des étiquettes de nom, ou des images de transition, selon l'expertise du prestataire.	15 vidéos	30
Jours (total)		67 J/H

3. Concept

Le soumissionnaire doit montrer dans son offre *comment* les prestations mentionnées au chapitre (Mission du contractant) peuvent être fournies à travers une conception technique. Le soumissionnaire doit aussi fournir les CV adéquats pouvant assurer la réalisation de cette mission.

Note : Les chiffres entre parenthèses correspondent aux lignes de la grille d'évaluation technique.

Concept technique-méthodologique

Stratégie (point 1.1 du schéma d'évaluation) :

Interprétation des objectifs conformément aux TdR, réflexion critique sur le mandat défini (1.1.1) ainsi que la description et justification de la stratégie du contractant en vue de mettre en œuvre les prestations objet de l'appel d'offres (1.1.2)

Apprentissage et innovation (point 1.5 du schéma d'évaluation) :

Le soumissionnaire doit faire part des méthodes qu'il va utiliser pour partager la documentation et les différents travaux avec l'équipe projet et les partenaires (point 1.5.1 du schéma d'évaluation). Le point 1.5.2 n'est pas applicable (sans objet).

Autres exigences (1.7)

Le prestataire doit envoyer les éléments suivants pour pouvoir effectuer l'évaluation de la qualité des livrables de la mission qui seront fournies :

- 3 exemples de photos symboliques avec une explication du thème symbolisé sur les images, d'une manière ouverte à l'interprétation (en dehors des ateliers/réunions/conférences...).
- Un exemple d'une vidéo 'best of' résumant les moments forts d'un événement professionnel, mettant en avant les instants clés, les discours importants, et l'ambiance générale, le tout monté de manière dynamique et attrayante. L'exemple doit inclure des sous-titres au format SRT (par exemple : sous-titres sur YouTube avec la possibilité de les afficher ou non).

h
ML

- 1 exemple d'une série de 10 photos capturant les moments clés d'un événement professionnel, mettant en valeur les temps forts, les interactions importantes, et l'ambiance générale.

Ce qui précède peut-être partagé via un lien externe auquel un accès sera fourni.

4. Concept de ressources humaines

Le soumissionnaire doit proposer des personnels pour les postes mentionnés ci-après et décrits en termes de tâches et de qualifications et joindre les curriculums vitæ correspondants.

Les qualifications énumérées ci-après correspondent aux exigences permettant d'atteindre le total maximal de points dans le cadre de l'évaluation technique.

Expert·e 1 en production vidéo :

Tâches de l'expert clé 1

- Responsabilité globale de la livraison de tous les éléments de production vidéo (qualité, délais)
- Coordination et assurance de la communication avec la GIZ sur tous les éléments de production vidéo du contrat
- Reporting régulier conformément aux délais

Qualifications de l'Expert·e 1 en production vidéo

- **Formation (2.2.1):** Diplôme bac +2 en cinématographie, production vidéo ou domaines connexes
- **Langue(s) (2.2.2):** Maîtrise de la langue niveau C1 en français et en arabe
- **Expérience professionnelle générale (2.2.3):** 10 ans d'expérience dans la production vidéo dans la réalisation de vidéos de haute qualité, incluant la prise de vue et le montage ainsi que dans la gestion de la post-production, y compris l'édition, le sous-titrage, le mixage audio, et la colorimétrie
- **Expérience professionnelle spécifique (2.2.4):** - sans objet -
- **Expérience de direction / du management (2.2.5):** 10 ans d'expérience dans la gestion de projets de production vidéo
- **Expérience régionale (2.2.6):** - sans objet -
- **Expérience dans la coopération au développement (2.1.7):** 5 ans d'expérience en production vidéos pour les institutions de la coopération au développement
- **Expérience diverse (2.2.8):** 1 projet vidéo réalisé avec l'ajout de fichiers SRT pour l'intégration de sous-titres sur YouTube et avec ajouts graphiques dans la vidéo.

Expert·e n°2: en Photographie:

Tâches de l'expert clé 2

- Responsabilité globale de la livraison de tous les éléments de production en photographie (qualité, délais)
- Coordination et assurance de la communication avec la GIZ sur tous les éléments de production en photographie du contrat
- Reporting régulier conformément aux délais

Qualifications de l'Expert.e 1 en photographie

- **Formation (2.3.1):** Diplôme bac+2 en photographie, arts visuels ou domaines connexes
- **Langue(s) (2.3.2):** Maîtrise de la langue niveau B2 en français et en arabe
- **Expérience professionnelle générale (2.3.3):** 10 ans d'expérience en photographie dans la prise de photos de haute qualité pour diverses utilisations, y compris le marketing, la publicité ou le contenu éditorial.
- **Expérience professionnelle spécifique (2.3.4):** - sans objet -
- **Expérience de direction / du management (2.3.5):** 10 ans d'expérience dans la gestion de projets de production en photographie
- **Regional experience (2.3.6):** - sans objet -
- **Expérience dans la coopération au développement (2.3.7):** 5 ans d'expérience en photographie pour les institutions de la coopération au développement
- **Expérience diverse (2.3.8):** Un projet de prise de photos symboliques réalisé, 10 projets de couvertures générales réalisés dans un contexte professionnel (par exemple : conférence institutionnelle, inauguration, forum économique, remise de prix, séminaire de formation, rencontre d'affaires, salon professionnel, atelier de travail, visite officielle, signature de partenariat...).

Compétences non techniques des membres de l'équipe

En plus de leurs qualifications spécialisées, les membres de l'équipe doivent posséder les qualifications suivantes :

- Compétences en travail d'équipe
- Initiative
- Compétences en communication
- Compétences socio-culturelles
- Méthodes de travail efficaces, axées sur les partenaires et les clients
- Pensée interdisciplinaire

Le soumissionnaire doit affecter les expert.e.s en mission de courte durée objet de l'offre aux différentes tâches en fonction de leurs qualifications et présenter ces informations de façon claire.

5. Consignes de calcul

Affectation du personnel et frais de voyage et de déplacement

Le soumissionnaire est tenu de calculer les frais de voyage des expert.e.s désigné.e.s et des expert.e.s qu'il a proposé.e.s sur la base des lieux d'exécution prévus au chapitre 2 et d'énumérer les dépenses séparément par indemnité journalière, frais de logement, frais de vol et autres frais de voyage.

Une justification de la réalisation des activités est requise à travers les listes de présences et les accords signés par les participant.e.s. (droit d'image, enregistrement des entretiens et témoignages) ainsi que le planning d'affectation et les TimeSheet des expert.e.s.

Tous les voyages et déplacements doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec la personne responsable du projet.

Aspects de durabilité pour les voyages

GIZ souhaite réduire les émissions de gaz à effet de serre (émissions de CO₂) causées par les déplacements. Lors de la préparation de votre offre, veuillez intégrer des options pour réduire les émissions, telles que la sélection de la classe de réservation la moins émettrice (économique) et l'utilisation de moyens de transport, de compagnies aériennes et de trajets aériens avec une meilleure efficacité CO₂. Pour les courtes distances, les déplacements en train (deuxième classe) ou en e-mobilité devraient être privilégiés.

Si les émissions de CO₂ causées par les voyages en avion ne peuvent être évitées, elles doivent être compensées. GIZ prévoit un budget à cet effet, permettant de régler les compensations carbone sur présentation de justificatifs.

Il existe de nombreux fournisseurs différents sur le marché des certificats d'émissions, avec des ambitions climatiques variées. La Development and Climate Alliance (en allemand) a publié une liste des standards (en allemand). La GIZ recommande d'utiliser les normes qui y sont spécifiées.

Cadre estimatif détaillé

Jours d'honoraires	Nombre d'expert-e-s	Nombre de jours par expert-e	Total	Observations
Désignations : Expert-e 1 en production vidéo	1	30	37	La durée de la couverture photos et vidéos des événements est à concerter avec le responsable du projet
Désignations : Expert-e n°2: en Photographie	1	37	30	La durée de la couverture photos et vidéos des événements est à concerter avec le responsable du projet
Frais de voyage et de déplacement	Forfait	Nombre de jours par expert-e	Montant	Observations
Indemnités journalières	234	30 (2 experts)	14 040,00	Il est prévu un budget de 14 040,00 MAD pour les indemnités journalières des deux experts.
Indemnités journalières	351	15 (2 experts)	10 530,00	Il est prévu un budget de 10 530,00 MAD pour les indemnités journalières des deux experts.
Indemnités d'hébergement	1200	20 (2 experts)	48 000,00	Il est prévu un budget de 48 000,00 MAD pour les indemnités journalières des deux experts, dans des Hôtels 4 étoiles jusqu'à 1200 MAD (avec facture) ou un forfait de 400 MAD.
Transport	Forfait	NB kilomètres	Total	Observations

Frais de déplacement (voiture particulière) <ul style="list-style-type: none"> Participation et supervision des enquêtes qualitatives et quantitatives dans les 12 communes rurales 	2	2 500	5 000,00	Il est prévu un budget de 5 000,00 MAD pour les frais de déplacement des deux experts ;
---	---	-------	----------	---

6. Consignes relatives au format de l'offre

La structure de l'offre doit correspondre à la structure des TdR. En particulier, la structure détaillée du concept (Chapitre 3) doit être organisée conformément aux critères pondérés positivement dans la grille d'évaluation (pas ceux avec un poids nul). L'offre doit être lisible (taille de police 11 ou plus) et clairement formulée. Elle doit être rédigée en français.

L'offre complète ne doit pas dépasser 10 pages (à l'exclusion des CV). Si l'une des longueurs de page maximale est dépassée, le contenu apparaissant après le point de coupure ne sera pas pris en compte dans l'évaluation. Un contenu externe (par exemple des liens vers des sites web) conforme à l'élément Exigences complémentaires (1.7) peut être fourni : veuillez soumettre des références "3 exemples de photos symboliques, une vidéo best-of d'un événement professionnel, une série de 10 photos d'un événement professionnel" comme contenu externe (liens). Veuillez identifier le contenu externe avec sa date de création. Cette date ne doit pas être postérieure à la date limite de soumission de l'offre.

Les CV du personnel proposé conformément au Chapitre 4 des TdR doivent être soumis en utilisant le format spécifié dans les conditions générales de candidature. Les CV ne doivent pas dépasser 4 pages chacun. Ils doivent clairement indiquer le poste et le travail occupés par la personne proposée dans le projet de référence et pendant combien de temps. Les CV peuvent également être soumis en français ou en anglais.

Veuillez calculer votre offre financière en vous basant exactement sur les paramètres spécifiés au Chapitre 5 Consignes de calcul. Le prestataire n'est pas contractuellement autorisé à utiliser entièrement les jours, les voyages, les ateliers ou les budgets. Le nombre de jours, de voyages et d'ateliers ainsi que les budgets seront contractuellement convenus comme des limites maximales. Les spécifications pour la tarification sont définies dans le tableau des prix.

7. Clause de protection des données

L'exécution du contrat peut impliquer le traitement des données à caractère personnel par le contractant, telles que (mais sans s'y limiter) les photographes et vidéos. Dans de tels cas, le contractant agira en tant qu'un responsable indépendant du traitement et doit SEUL se conformer à TOUTES les obligations applicables en matière de protection des données, y compris celles découlant des lois régionales et locales. Le contractant ne doit traiter les données à caractère personnel que lorsqu'un objectif donné ne peut être raisonnablement atteint sans ces données. Les principes de protection des données tels que la licéité, la minimisation des données, l'exactitude, la limitation des finalités, la limitation de la conservation, la transparence, l'intégrité et la confidentialité, et la responsabilité, ainsi que les nombreux droits de la personne concernée doivent faire l'objet d'une attention particulière. Les règles de transfert de données du RGPD doivent être prises en compte chaque fois que des données à caractère personnel quittent l'UE pour un pays tiers. La GIZ n'est en aucun cas responsable d'un tel traitement.

Schéma d'évaluation de l'aptitude des candidats/soumissionnaires (toutes procédures)

1	Responsable du marché		Intitulé du projet :	Promotion de l'Entrepreneuriat (PROMET)	Numéro de projet : 2019.2295.4-001.00				
2	Évaluation commerciale		Objet de l'appel	Production & impression du contenu multimédia	Numéro de contrat : 83470141				
3	Évaluation technique		d'offres (prestation) :						
4									
5					Candidat / soumissionnaire 1	Candidat / soumissionnaire 2	Candidat / soumissionnaire 3	Candidat / soumissionnaire 4	Candidat / soumissionnaire 5
6	Partie A : Informations générales (toutes procédures)								
7	I. Évaluation de l'aptitude commerciale								
11	Justificatif d'inscription au registre								
13	Chiffre d'affaires annuel moyen des trois derniers exercices (pour les appels d'offres lancés dans les six mois suivant la fin du dernier exercice commercial, il est possible de prendre en compte le quatrième avant-dernier exercice) :	Au moins	213 260	MAD					
14	Nombre moyen de salarié-e-s (employé-e-s et cadres de direction) sur les trois dernières années civiles :	Au moins	1	personnes					
15	Résultat								
17	II. Évaluation de l'aptitude technique								
18	L'évaluation de l'aptitude technique est effectuée uniquement sur la base de projets de référence d'un volume minimum de :								
19	Au moins	3	projets de référence dans le domaine	Communication, rédaction d'articles promotionnels et institutionnels ainsi que la prise de photos, la réalisation de vidéos et la conception graphique et impression					
20	et au moins	3	projets de référence	à (la)/au/aux/en Maroc au cours des 3 dernières années.					
21	Résultat								
23	Résultat global des évaluations commerciale et technique								
24									

Je certifie avoir effectué la présente évaluation en toute indépendance et en mon âme et conscience.

Pour l'évaluation technique :

Pour l'évaluation commerciale :

9

112

**Déclaration d'éligibilité pour les passations de marchés
– Appel d'offres public**

Numéro de contrat : 83470141

Sommaire

Numéro de contrat : 83470141	1
Rubrique réservée aux personnes morales	1
Causes d'exclusion	2
Performance économique et financière	2
Performance technique	2
Récapitulatif des projets de référence	4
Déclaration d'intégrité	5
Primauté des règles propres de la GIZ.....	6

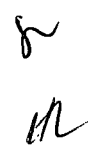
Je déclare / Nous déclarons par la présente :

Rubrique réservée aux personnes morales

Veillez joindre sous forme de fichier séparé une copie de l'extrait du registre du commerce ou de l'extrait de registre en cours de validité datant de moins de 6 mois. Dans le cas d'un consortium ou d'un groupement, veuillez joindre un extrait pour chacun des membres.

Pour les entreprises européennes : veuillez fournir une copie de l'extrait de registre en cours de validité au sens de l'annexe XI à la directive 2014/24/UE sur la passation des marchés publics. Pour les entreprises internationales : veuillez fournir un extrait de registre ou un document d'enregistrement en cours de validité de votre entreprise.

<p>N° de registre du commerce / autre numéro d'enregistrement de l'entreprise :</p>	
<p>Juridiction / autorité compétente</p>	
<p>Un-e expert-e proposé-e est ou a été lié-e à la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH ou à l'une des organisations dont elle est issue par un contrat de travail (stage y compris). Un-e expert-e proposé-e travaille ou a travaillé comme expert-e intégré-e placé-e par le Centre pour la migration internationale et le développement (CIM). Un-e expert-e proposé-e travaille ou a travaillé comme assistant-e technique détaché-e sur la base de la loi allemande relative aux AT.</p>	<p><input type="checkbox"/> NON</p> <p><input type="checkbox"/> OUI, en tant que _____ sur la période</p> <p><input type="checkbox"/> OUI, retraité-e de la GIZ</p> <p><input type="checkbox"/> OUI, collaborateur-riche mis-e en disponibilité</p>
<p>Un-e expert-e proposé-e ou une entreprise avec laquelle l'expert-e est en relation a conseillé la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH en amont de la présente procédure de passation ou a</p>	<p><input type="checkbox"/> NON</p> <p><input type="checkbox"/> OUI, de la manière suivante :</p>



**Déclaration d'éligibilité pour les passations de marchés
– Appel d'offres public**

participé d'une autre façon à la préparation de
cette procédure.

Causes d'exclusion

La déclaration relative aux causes d'exclusion ci-dessous est valable pour chacun des membres d'un consortium ou d'un groupement.

Performance économique et financière**Chiffres clés de l'entreprise**

Votre chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble de l'entreprise au cours des trois derniers exercices clos atteint-il (chaque année) au minimum **213 260,00 MAD** net ?

- oui
 non

Le nombre d'employé-e-s au 31 décembre de l'année précédente atteint-il au moins **01** personne ?

- oui
 non

Performance technique

L'aptitude technique doit être démontrée sur la base d'un maximum de 10 projets de référence. Veuillez reporter dans le tableau « Récapitulatif des projets de référence » les indications pertinentes relatives aux trois dernières années conformément aux critères requis. Veuillez noter que cette limitation à 10 projets de référence maximum s'applique aussi aux groupements momentanés d'entreprise. Les candidats ne répondant pas à ces critères minimaux seront considérés comme non aptes et écartés des étapes suivantes de la procédure.

Conditions minimales requises relativement aux références

L'évaluation de l'aptitude est effectuée uniquement sur la base de projets de référence d'un volume minimum de **53 315,00 MAD**.

Au moins **01** projets de référence dans le domaine de **Communication, rédaction d'articles promotionnels et institutionnels ainsi que la prise de photos, la réalisation de vidéos et la conception graphique et impression** et au moins **01** projet(s) de référence au **Maroc** au cours des 3 dernières années.

Nous déclarons par la présente :

La condition minimale concernant les projets de référence dans le domaine demandé est remplie.

Voir les projets de référence à la ou aux ligne(s) n° _____ du tableau.

**Déclaration d'éligibilité pour les passations de marchés
– Appel d'offres public**

La condition minimale concernant les projets de référence dans la région demandée est remplie.

Voir les projets de référence à la ou aux ligne(s) n° du tableau.



2 M



**Déclaration d'aptitude pour les passations de marchés
d'un montant inférieur ou égal aux seuils de procédure
de l'UE – Appel d'offres public**

Récapitulatif des projets de référence (indiquer uniquement des projets de référence dont le volume minimum correspond aux « Conditions minimales requises relativement aux références »)

N°	Intitulé du projet	Committant	Période	Montant du marché en MAD	Pays	Région / pays	Expérience technique	Financement par l'APD ¹ (oui/non)	Description du projet (brève présentation du contenu de l'action)
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

¹ Indiquer « oui » pour l'APD (aide publique au développement) lorsque le projet de référence a été financé à au moins 50 % par des fonds issus de l'APD.

Déclaration d'aptitude pour les passations de marchés d'un montant inférieur ou égal aux seuils de procédure de l'UE – Appel d'offres public

Déclaration d'intégrité

§ 1 Déclarations de la GIZ

En sa qualité d'entreprise fédérale, la GIZ aide le gouvernement fédéral allemand à concrétiser ses objectifs en matière de coopération internationale pour le développement durable et œuvre aussi au niveau mondial dans le domaine de l'éducation internationale. Guidée par sa vision du développement durable, la GIZ tient compte d'aspects politiques, économiques, sociaux et écologiques dans toutes ses actions. Dans ce contexte, les principes d'intégrité, de participation, de transparence et de responsabilité sont pour l'entreprise les piliers essentiels d'une prévention efficace de la corruption.

La GIZ conçoit l'intégrité comme un processus vivant et en constante évolution. Allant au-delà de la lutte anti-corruption, ce processus englobe l'ancrage au sein de l'entreprise de normes, valeurs et directives, par exemple en matière de défense de l'environnement et de protection des droits humains. Le code d'intégrité de la GIZ énonce des règles de conduite claires pour les collaborateurs de l'entreprise. Leur action doit être guidée par des principes tels que l'égalité de traitement, le respect des contrats et le respect des lois, la transparence, la loyauté, la confidentialité et le travail en partenariat. Le respect de ces règles est surveillé par le comité de conformité, le conseiller en matière d'intégrité et le médiateur externe.

Si la GIZ a connaissance de comportements passibles de sanctions pénales en Allemagne et/ou à l'étranger de la part de ses collaborateurs ou d'un soumissionnaire, candidat, contractant ou sous-traitant ou si elle a des soupçons concrets à ce sujet, elle ouvrira une enquête interne et en référera au Parquet si les soupçons se confirment.

Les partenaires commerciaux, partenaires de projet, groupes cibles et le public intéressé sont invités à participer à l'élucidation de faits présumés de corruption. En cas de soupçons fondés relatifs à une violation du code d'intégrité, ils peuvent contacter le conseiller en matière d'intégrité de la GIZ ou le médiateur externe de la GIZ. Ils sont tenus d'observer la plus stricte discrétion et peuvent aussi être contactés en amont si certains points demandent des éclaircissements.

- Conseiller en matière d'intégrité de la GIZ :
Madame Carola Faller (Eschborn), tél. : +49 6196 79-3529 et
Monsieur Hans-Joachim Gante (Bonn), tél. : +49 228 4460-1557
E-mail : integrity-mailbox@giz.de
- Médiateur externe de la GIZ,
M^e Edgar Joussen, avocat, tél. : +49 30 315 18 7-0
E-mail : ombudsmann@ra-js.de
www.giz.de/ombudsmann

L'entreprise est également soumise aux dispositions du code de bonne gouvernance de l'État fédéral pour les entreprises publiques et observe ses recommandations en matière de transparence. La GIZ publie chaque année sur son site Internet un rapport sur la gouvernance de l'entreprise, dans lequel elle divulgue entre autres les rémunérations des membres du directoire. En ce qui concerne les achats, la GIZ, en sa qualité de pouvoir adjudicateur, respecte scrupuleusement les prescriptions du droit des marchés publics en donnant la priorité aux appels d'offres publics et en veillant à une stricte séparation des opérations de planification, d'attribution des marchés et de décompte.

L
M

Déclaration d'aptitude pour les passations de marchés d'un montant inférieur ou égal aux seuils de procédure de l'UE – Appel d'offres public

La GIZ est en outre régulièrement soumise à un contrôle à la fois interne et externe. En sa qualité d'entreprise fédérale, la GIZ est contrôlée par la Cour fédérale des comptes.

§ 2 Déclarations du contractant

Le contractant déclare connaître et observer le système de valeurs et d'intégrité de la GIZ décrit plus haut. Il est tenu en particulier de respecter, dès la phase de préparation d'un contrat, les principes d'intégrité énoncés dans les Conditions générales relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH (points 1.4, 1.5 et 1.11).

Le contractant, dans la mesure où il s'agit d'une personne morale, prendra des mesures organisationnelles afin d'instruire ses employé·e·s et ses sous-traitants des principes d'intégrité de la GIZ conformément aux points 2.1.4 et 2.4.2.1 des Conditions générales, et s'emploiera à promouvoir et contrôler le respect de ces principes. Le contractant informera ses employé·e·s et sous-traitants de ce que la GIZ a, en la personne de l'avocat M^e Edgar Jousen, mandaté pour le traitement confidentiel de cas suspects un médiateur externe qui garantit le plus strict anonymat aux personnes susceptibles d'apporter des indications utiles, en particulier sur des faits présumés de corruption.

Le contractant déclare qu'il s'abstiendra, dans le cadre de l'exécution du contrat, de passer des marchés de sous-traitance avec des personnes et entités de fiabilité douteuse.

Le contractant s'abstiendra, dans le cadre d'une procédure d'adjudication en cours, d'entrer en contact avec des personnes extérieures à l'entité de la GIZ chargée de la gestion des contrats qui sont impliquées dans cette même procédure. Le contractant sollicitera les renseignements dont il a besoin concernant la procédure d'adjudication en cours exclusivement par écrit auprès de l'unité organisationnelle compétente au sein de la GIZ, la division Achats et contrats, qui coordonne également les réponses à donner aux questions d'ordre technique. Le contractant est parfaitement conscient qu'il risque sinon d'être exclu de la compétition.

Primauté des règles propres de la GIZ

Nous nous engageons à reconnaître la primauté de toutes les clauses qui seront introduites dans la procédure de passation avec les documents du marché par le pouvoir adjudicateur (GIZ) et déclarons qu'hormis les contenus de l'offre soumise, aucun autre contenu provenant, par exemple, de contrats préliminaires ou d'autres documents, et plus particulièrement de nos propres conditions générales, ne sera intégré à l'offre.

En envoyant ce document via la place virtuelle de passation des marchés de la GIZ, je certifie / nous certifions que les informations fournies ci-dessus sont exactes et complètes.

Grid for the technical assessment of bids below the EU threshold

Org. unit		Project title	Date	09/09/2024
Officer responsible for the commission		Couverture photographique et vidéos des événements - projet PROMET	PN	PN 2019.2295.4-001.00
Assessor			Contract no.	83470141
Version				Bidder 1 to 5 of 5

(1) Criterion	(2) Weighting in %	Enter bidder 1		Enter bidder 2		Enter bidder 3		Enter bidder 4		Enter bidder 5	
		(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)
1 Assessment of technical-methodological design											
1.1 Strategy											
1.1.1 Interpretation of the objectives in the ToRs, critical examination of tasks	8%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.1.2 Description and justification of the contractor's strategy for delivering the services put out to tender.	7%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Interim total 1.1	15%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.2 Cooperation											
1.2.1 Presentation and interaction between the relevant actors in the contractor's area of responsibility	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.2.2 Strategy for establishing cooperation and then cooperating with the relevant actors	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Interim total 1.2	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.3 Steering structure											
1.3.1 Approach and procedure for steering the measures with the project partners	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.3.2 Description of contractor's contribution to results monitoring and the associated challenges	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Interim total 1.3	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.4 Processes											
1.4.1 Presentation and explanation of the implementation plan: work steps, milestones, schedule	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.4.2 Presentation and explanation of the integration of the partner	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Interim total 1.4	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.5 Learning and innovation											
1.5.1 Contractor's contribution to knowledge management at the partner and at GIZ	5%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.5.2 Presentation and explanation of the measures undertaken by the contractor to promote scaling-up effects	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Interim total 1.5	5%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.6 Project management of the contractor											
1.6.1 Approach and procedure for coordination with/in GIZ project	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.6.2 Personnel assignment plan (who, when, what work steps) incl. explanation and specification of expert months	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0

Jo

Grid for the technical assessment of bids below the EU threshold

Org. unit		Project title	Date	09/09/2024
Officer responsible for the commission		Couverture photographique et vidéos des événements	PN	PN 2019.2295.4-001.00
Assessor		- projet PROMET	Contract no.	83470141
Version				Bidder 1 to 5 of 5

(1) Criterion	(2) Weighting in %	Enter bidder 1		Enter bidder 2		Enter bidder 3		Enter bidder 4		Enter bidder 5	
		(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)
1.6.3 Contractor's backstopping strategy (incl. CVs of the technical and administrative backstopper)	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Interim total 1.6	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
1.7 Further requirements	15%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Total 1	35%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2 Assessment of proposed staff			0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1 Team leader (in accordance with ToR provisions/criteria)											
2.1.1 - Qualifications	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.2 - Language	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.3 - General professional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.4 - Specific professional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.5 - Leadership/management experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.6 - Regional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.7 - Development cooperation experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.1.8 - Other	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Interim total 2.1	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2 Expert 1 (in accordance with ToR provisions/criteria)			0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.1 - Qualifications	5%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.2 - Language	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.3 - General professional experience	15%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.4 - Specific professional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.5 - Leadership/management experience	5%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.6 - Regional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.7 - Development cooperation experience	5%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.2.8 - Other	1%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Interim total 2.2	33%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3 Expert 2 (in accordance with ToR provisions/criteria)			0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.1 - Qualifications	5%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.2 - Language	2%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.3 - General professional experience	15%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.4 - Specific professional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.5 - Leadership/management experience	5%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.6 - Regional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.7 - Development cooperation experience	4%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.3.8 - Other	1%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Interim total 2.3	32%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0

M

Grid for the technical assessment of bids below the EU threshold

Org. unit		Project title	Date	09/09/2024
Officer responsible for the commission		Couverture photographique et vidéos des événements - projet PROMET	PN	PN:2019:2295.4-001.00
Assessor			Contract no.	83470141
Version			Bidder 1 to 5 of 5	

(1) Criterion	(2) Weighting in %	Enter bidder 1		Enter bidder 2		Enter bidder 3		Enter bidder 4		Enter bidder 5	
		(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)
2.4 Expert 3 (in accordance with ToR provisions/criteria)											
2.4.1 - Qualifications	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.2 - Language	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.3 - General professional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.4 - Specific professional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.5 - Leadership/management experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.6 - Regional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.7 - Development cooperation experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.4.8 - Other	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Interim total 2.4	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5 Expert 4 (in accordance with ToR provisions/criteria)											
2.5.1 - Qualifications	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.2 - Language	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.3 - General professional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.4 - Specific professional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.5 - Leadership/management experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.6 - Regional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.7 - Development cooperation experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.5.8 - Other	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Interim total 2.5	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6 Short-term expert pool 1 (in accordance with ToR)											
2.6.1 - Qualifications	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.2 - Language	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.3 - General professional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.4 - Specific professional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.5 - Regional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.6 - Development cooperation experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.6.7 - Other	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Interim total 2.6	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7 Short-term expert pool 2 (in accordance with ToR)											
2.7.1 - Qualifications	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.2 - Language	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.3 - General professional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.4 - Specific professional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.5 - Regional experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.7.6 - Development cooperation experience	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0

Handwritten mark

Grid for the technical assessment of bids below the EU threshold

Org. unit		Project title	Date
Officer responsible for the commission		Couverture photographique et vidéos des événements - projet PROMET	09/09/2024
Assessor			PN PN.2019.2295.4-001.00
Version			Contract no. 83470141

Bidder 1 to 5 of 5

(1) Criterion	(2) Weighting in %	Enter bidder 1		Enter bidder 2		Enter bidder 3		Enter bidder 4		Enter bidder 5	
		(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)	(3) Points (max.10)	(4) Assessment (2)x(3)
2.7.7 - Other	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Interim total 2.7	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.8 Assessment of proposed personnel for non-specified positions (provided permissible under ToRs)											
2.8.1 Composition and sufficient assignment duration of the team in order to perform the tasks specified in the schedule and personnel assignment plan	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.8.2 Qualifications and sufficient assignment duration of the team (professional experience and other specific experience) in order to process theme 1	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
2.8.3 Qualifications and sufficient assignment duration of the team (professional experience and other specific experience) in order to process theme 2	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Interim total 2.8	0%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Total 2	65%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Overall total 1 + 2	100%		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Assessment in %			0,0		0,0		0,0		0,0		0,0
Ranking			1,0		1,0		1,0		1,0		1,0

I hereby declare that I completed this assessment independently, to the best of my knowledge and in good faith. I will treat the information confidentially and will not pass on any details of the ongoing assessment procedure.

Date, full first and last name, function, OU